# Le Parlement du Canada-Uni à Montréal, 1843-1849 : Un site archéologique exceptionnel

La mise au jour des vestiges du Parlement du Canada-Uni dans le Vieux-Montréal au cours des dernières années par Pointe-à-Callière, cité d'archéologie et d'histoire de Montréal, a culminé en 2017 par des fouilles archéologiques de grande envergure. En cette année du 375° anniversaire de Montréal et du 150° de la Confédération, les découvertes sur ce haut lieu de l'histoire politique canadienne, québécoise et montréalaise ont frappé l'imagination par l'ampleur du site et la richesse des témoins matériels mis au jour. Tout au long de l'été, le public a pu côtoyer les archéologues dans un environnement propice à la compréhension d'un site marqué par le remarquable état de conservation de ses vestiges architecturaux. Mais nombre de surprises étaient aussi au rendez-vous : la richesse des artefacts retrouvés et la redécouverte de documents et d'objets historiques jusqu'ici méconnus bouleversent notre compréhension de cet épisode fondamental de l'histoire canadienne. Voici un aperçu des résultats de cette enquête en cours.

# Louise Pothier et Hendrik Van Gijseghem

## Un site sorti de l'oubli (contexte)

Pendant plus de 80 ans, jusqu'en 2010, un vaste terrain situé sur la place D'Youville, dans le Vieux-Montréal, servait de stationnement. Pourtant, l'endroit était chargé d'histoire. En 1832, on y construit ce qui sera le premier marché couvert de Montréal, le marché Sainte-Anne, dont l'architecture néoclassique s'inspirait du Quincy market à Boston et du Kensington market à Londres. Mesurant plus de 100 m de long, c'est alors le plus grand bâtiment civique de son époque au Canada. Fait encore plus remarquable, les architectes John Wells et Francis Thompson réussissent un tour de force en érigeant ce bâtiment carrément au-dessus du lit de la Petite rivière Saint-Pierre, ce qui fut possible par l'aménagement d'un immense canal voûté en pierre, la rivière coulant désormais en souterrain sur quelques centaines de mètres avant de se déverser dans le fleuve.

À peine 10 ans après son ouverture, le bâtiment change de vocation; le commerce alimentaire fera place à la politique! En 1843, le gouvernement de la province du Canada, aussi appelée Canada-Uni, siège à Kingston depuis à peine deux ans lorsque l'ensemble des députés souhaitent déménager dans un lieu plus convenable tant pour eux-mêmes que pour leur famille et les employés

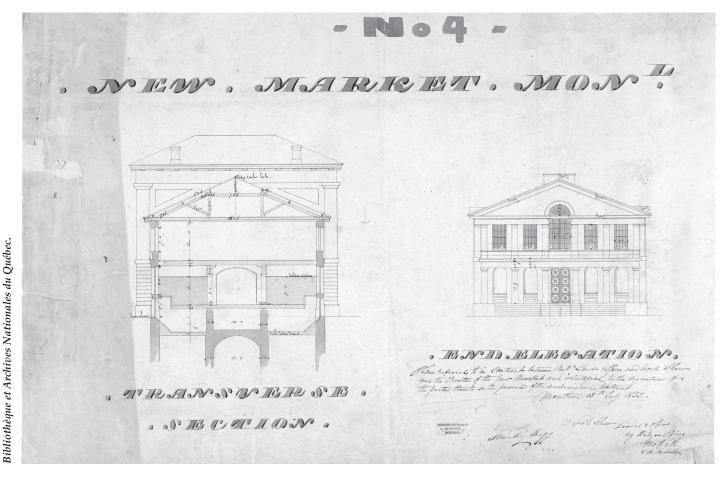
Louise Pothier et Hendrik Van Gijseghem sont archéologues à Pointeà-Callière, cité d'archéologie et d'histoire de Montréal. Le projet de recherche archéologique sur ce terrain municipal a été rendu possible grâce à une subvention de la Ville de Montréal.



Alain Vandal, Pointe-à-Callière

Le site archéologique en cours de fouilles, 2013.

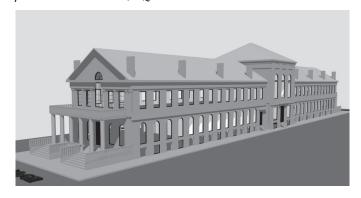
qui gravitent autour de l'institution. Tous les yeux se tournent vers Montréal, alors la plus grande ville au pays, où les affaires sont florissantes et qui, de plus, est dotée de nouvelles installations portuaires et d'un centre-ville pourvu d'hôtels et d'auberges. Montréal est appelée à devenir la première capitale permanente de la



Coupe et élévation du marché Sainte-Anne et de la rivière canalisée, 1833.

province du Canada – du moins le croyait-on. Pour ce faire, le gouvernement loue le marché Sainte-Anne pour y loger l'hôtel du Parlement. Les travaux de restauration sont confiés à l'architecte George Browne, qui modernise et transforme l'intérieur des salles pour les adapter aux nouvelles fonctions. Jusqu'en 1849 vont s'y succéder les gouverneurs, les députés, les écrivains publics, et la population qui assiste aux délibérations en Chambre et au Conseil législatif.

De nombreux changements l'appareil dans gouvernemental se produisent au cours de cette période, que l'on pourrait qualifier de « révolution bureaucratique », où l'on assiste au passage d'un État colonial à un État libéral moderne. Création de ministères, refonte du système d'éducation, augmentation rapide des dépenses per capita, recensements et statistiques officiels, déploiement de deux bibliothèques nationales (celle de l'Assemblée législative, qui compte alors près de 16 000 livres, et celle du Conseil législatif avec environ 6000 ouvrages). Puis, en 1848, le gouverneur général, Lord Elgin, adopte le principe du gouvernement responsable, longtemps demandé par les réformistes Louis-Hippolyte LaFontaine et Robert Baldwin. Ce fondement de la démocratie parlementaire, où le gouvernement doit avoir Anna Thirion et Nathalie Charbonneau, Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal, UQÀM.



Le Parlement à Montréal, une reconstitution 3D d'après les sources iconographiques et les relevés archéologiques.

la confiance de la Chambres (députés élus), constitue un tournant de notre histoire politique.

Mais ces changements ne sont pas sans ébranler une frange de citoyens qui ont longtemps eu la mainmise sur les affaires coloniales. Cette petite oligarchie est formée de Tories, aussi appelée Family Compact; depuis le début du 19e siècle, ils sont proches du gouverneur en place et bénéficient de privilèges et de pouvoirs dans l'administration et le commerce. Après l'union du Haut et du Bas-Canada en 1841, en réponse aux Rébellions survenues en 1837 et 1838 dans ces deux provinces, le vent commence à tourner. L'abolition des Corn Laws (les tarifs préférentiels sur l'importation du blé provenant des colonies) par Londres en 1846, enlève un avantage dont bénéficiait les grands marchands canadiens, en particulier les Tories. Avec la reconnaissance du gouvernement responsable, la capacité de l'oligarchie tory à conserver ses privilèges est mise à mal. La confrontation avec la Couronne britannique et son représentant, le gouverneur général, culmine en avril 1849 alors que la loi pour l'indemnisation des victimes des Rébellions est sur le point d'être sanctionnée par le gouverneur, provoquant la colère des Tories. Le 25 avril, une émeute éclate au Parlement, le bâtiment est saccagé puis incendié, de même que son contenu, ses livres, son mobilier. Montréal perd son statut de capitale, le Parlement sera itinérant entre Québec et Toronto jusqu'en 1864, année où Ottawa devient définitivement la capitale du Canada. L'une des retombées méconnues de la destruction du Parlement est l'appui massif de la population, toutes origines confondues, à l'égard du gouverneur général

et au système parlementaire britannique, au détriment des Tories et des Républicains – lesquels souhaitaient instaurer le modèle politique états-unien.

Deux ans après l'incendie, les ruines du Parlement de Montréal sont rasées et un nouveau marché est reconstruit directement sur les fondations de l'ancien. Ce marché Sainte-Anne sera à son tour démoli en 1901 et le site transformé en stationnement.

#### Le Parlement renaît de ses cendres...

Les fouilles de 2017 ont été parmi les plus imposantes à avoir eu lieu à Montréal ces dernières années, et possiblement dans la plupart des villes nord-américaines. Les fouilles ont atteint une profondeur de 5 m sous la surface actuelle du sol. Plusieurs couches ont été excavées mécaniquement, mais les principaux niveaux d'occupation, incluant celui du Parlement, ont été sujets à des fouilles minutieuses à l'aide de truelles et de brosses.

Un parlement est un immeuble assez unique, et rares sont les sites où de tels édifices subsistent encore, avec leurs vestiges. Plusieurs aspects du site demeuraient méconnus avant les fouilles, et nous souhaitions répondre à certaines questions. À titre d'exemples :



La vaisselle anglaise du restaurant du Parlement.

Alain Vandal, Pointe-à-Callière.

quelles transformations ont été apportées au bâtiment au moment de son changement de vocation pour moderniser le marché Sainte-Anne et en faire un édifice digne d'accueillir les parlementaires? Quelles activités se déroulaient dans les différents locaux du Parlement, au rez-de-chaussée et à l'étage? Non seulement allions-nous trouver plusieurs réponses, mais de belles surprises nous attendaient...

Les archéologues ont mis au jour près de 800 000 objets au total, ce qui permet de redécouvrir et documenter une grande variété de fonctions dans l'édifice, telles que l'écriture, l'alimentation, les soins personnels. Dans le corps central, des services de vaisselle complets ont été exhumés. Autre découverte surprenante, des livres calcinés ont été retirés du sol à l'endroit où se trouvait la riche bibliothèque de l'Assemblée législative. Après leur restauration, l'un d'eux a pu être identifié.

# Une découverte inattendue : deux sceaux officiels du Parlement

Deux découvertes se sont révélées à nous pendant la même journée d'été. Parmi les restes fragiles de livres calcinés, à l'extrémité est du bâtiment, les archéologues ont trouvé le sceau de la bibliothèque du Conseil (« Legislative Council Library », peut-on y lire). La documentation historique soutenait que cette bibliothèque se trouvait à cet endroit, et cette découverte l'a confirmé.

Encore plus remarquable est un autre sceau ou cachet, celui de l'Assemblée législative (« Canada – Legislative Assembly »), découvert à l'autre extrémité de l'immeuble. Il s'agit d'un objet absolument unique qui porte une très grande charge symbolique, et qui nous rapproche des dimensions officielles de la politique et de l'administration associées à ce lieu. Il nous rappelle, si cela était nécessaire, que nous nous trouvons sur ce qui était l'épicentre de la politique canadienne de l'époque. Ce sceau servait à authentifier les documents officiels, en particulier la correspondance des parlementaires émanant de l'Assemblée. Il est créé à Montréal en 1849, un an après la reconnaissance du principe du gouvernement responsable, ce qui en fait le plus ancien cachet officiel symbolisant le gouvernement du Canada.

Jusqu'au moment de cette découverte, seuls des documents manuscrits anciens portant cette marque à l'encre bleu, rouge ou verte attestaient de ce premier sceau officiel utilisé après l'union du Haut et du Bas-Canada. Le cachet en bronze retrouvé dans les ruines du Parlement est le seul exemplaire connu.

Pointe-à-Callière a fait l'acquisition de l'un des documents de cette époque portant la marque de ce cachet, daté du 17 avril 1849, une semaine avant l'incendie. Pour



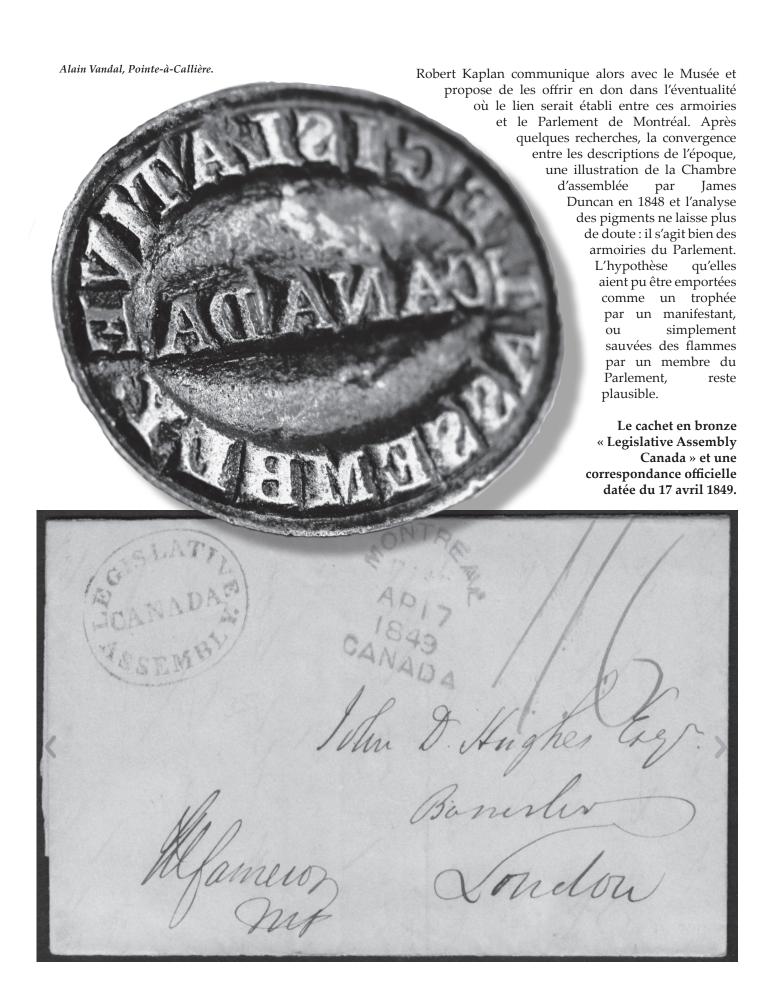
Le sceau « Legislative Council Library ».

des archéologues, l'acte de réunir des objets qui ont été séparés pendant près de 170 ans, dans ce cas un cachet en bronze et le document qu'il a rendu officiel, équivaut à la création-d'une étrange déchirure dans la ligne du temps!

## Des armoiries sauvées du feu... et de l'oubli!

À l'exception du portrait de la reine Victoria, de la masse en or et de quelques livres et documents sortis à la hâte de l'édifice en flammes, tout le contenu des salles était considéré comme perdu. Or les recherches entreprises par Pointe-à-Callière sur le site du Parlement dès 2010 ont donné lieu à une découverte fortuite pour le moins inhabituelle. Le mérite de cette découverte revient à Robert Kaplan, aujourd'hui décédé, ancien ministre et solliciteur général dans le gouvernement libéral de Pierre Elliott Trudeau.

En route vers son appartement à New York, il s'arrête dans une foire d'antiquité où il repère une pièce imposante mais plutôt abîmée, les armoiries royales de Grande-Bretagne, en bois peint et dorures. Le vendeur, un Québécois, lui assure qu'elles proviennent de l'ancien Parlement qui a brûlé à Montréal au 19e siècle. L'histoire n'était pas très crédible aux yeux de Kaplan mais l'objet présentait néanmoins un attrait esthétique certain; l'affaire conclue, les armoiries se retrouvent donc pendant quelques décennies dans son salon, au-dessus du piano. Jusqu'à ce qu'il entende parler... des fouilles à venir sur le site du Parlement de Montréal. Et si l'histoire du vendeur était vraie?





Les armoiries du Parlement de Montréal ont été restaurées par l'Institut canadien de conservation. On voit bien les outrages que cette pièce a subis lors de l'émeute de 1849.

#### Conclusion

Aujourd'hui restaurées, les armoiries constituent un précieux objet de mémoire et le symbole d'une histoire nationale d'une grande richesse. Pointe-à-Callière souhaite maintenant qu'elles puissent être présentées sur leur site d'origine, avec les autres pièces retrouvées ces dernières années : au cœur des vestiges du Parlement qui seraient protégés et rendus accessibles à la population.

La mise en valeur du site du Parlement du Canada-Uni ferait ainsi partie d'un ensemble patrimonial dans le Vieux-Montréal où l'histoire politique et le fondement de nos institutions démocratiques seraient transmis aux générations actuelles et à celles de demain. Déjà, la Cité d'archéologie et d'histoire présente des jalons essentiels de l'histoire de la ville, comme des foyers autochtones et des artefacts de la préhistoire, le lieu de fondation de la ville (1642), les fortifications (1717) et le monumental égout collecteur en pierre (1832), le bâtiment historique de l'Ancienne Douane (1836), tous accessibles aux visiteurs. Avec l'ajout du site du Parlement, Pointe-à-Callière souhaite combiner toutes les facettes essentielles de l'histoire de la ville et ainsi offrir aux Canadiens, aux nouveaux arrivants et aux visiteurs de l'étrangers un héritage digne des grands complexes patrimoniaux, culturels et archéologiques qu'on retrouve ailleurs dans le monde.